

# Le mal de médecins

**l'expert** « A l'avenir, nous risquons d'avoir de gros problèmes d'accessibilité aux soins »

ENTRETIEN

C.HN

Face à la pénurie de médecins, Jean Macq, professeur de Santé publique, milite pour une meilleure collaboration entre les différents prestataires de soins.

**Diriez-vous que les soins médicaux sont suffisamment accessibles en Belgique ?**

A l'heure actuelle, la médecine générale est relativement bien accessible en Belgique en comparaison avec d'autres pays européens comme la France. En Belgique, nous faisons face à une situation paradoxale. Il est de plus en plus difficile d'obtenir un rendez-vous rapidement chez certains spécialistes. Mais le Groupement belge des omnipraticiens (GPO) milite pour que l'Inami octroie 50 % de numéro Inami aux médecins généralistes. C'est lié au fonctionnement de notre système de santé. Nous avons l'habitude de passer directement par le spécialiste sans en parler au préalable à son médecin généraliste. Cette façon de faire a pour effet de surcharger les médecins spécialistes de difficultés qui pourraient très bien être gérées par la première ligne. Par ailleurs, le généraliste pourrait aider à prioriser les demandes chez le spécialiste en fonction de l'urgence. La balance est plus optimale en Flandre qu'en Wallonie, notamment parce que la médecine générale a meilleure réputation. En réalité, la surcharge de travail des médecins est liée, en partie du moins, à la mauvaise coordination des soins.

**Quelles sont les pistes de solutions ?**

Le système doit être revu. Les médecins n'ont pas suffisamment de temps pour construire des collaborations avec leurs collègues. Ce temps n'est d'ailleurs pas rémunéré. Or, cela permettrait une meilleure répartition des rôles. Cette concertation multidisciplinaire existe déjà dans le domaine du cancer et en milieu hospitalier. Une autre piste serait le partage des tâches entre différentes professions. Aujourd'hui, les pharmaciens se positionnent pour pratiquer des actes réservés aux médecins. Je pense à la vaccination contre le coronavirus qui a fait couler beaucoup d'encre. En France, les pharmaciens vaccinent contre la grippe. Ils ont les traitements à portée de main. Seulement, il y a un problème de corporatisme au sein de la profession médicale qui n'est évidemment pas partagé par tous les médecins. Avec l'ouverture récente d'un master en soins infirmiers, ceux-ci pourront à l'avenir exercer des soins actuellement attribués aux médecins, ce qui conduira *in fine* à une revalorisation du métier.

**Une réorganisation des soins de santé serait donc suffisante.**

Nécessaire, mais pas suffisante. D'ici quelques années, nous risquons d'avoir de gros problèmes d'accessibilité côté francophones. De nombreux médecins ont plus de 55 ans. Ils partiront prochainement à la pension alors que nous sommes de plus en plus confrontés aux vieillissements de la population.

**Les régions rurales sont davantage touchées par la pénurie. Est-il envisageable de géolocaliser les numéros Inami ?**

Il faut évidemment s'attaquer à cette problématique, mais il serait inimaginable d'obliger les médecins diplômés à s'installer dans certaines régions. D'autres solutions existent. Les assistants qui font leur spécialisation dans une certaine région ont tendance à s'y installer. La Wallonie octroie des primes aux médecins généralistes qui s'installent dans les zones de pénuries. En Wallonie, il est question de diviser le territoire en zone de première ligne. Ce qui permettrait de mutualiser les forces entre les prestataires. A l'instar de ce qu'il se fait dans les hôpitaux, ce serait une manière de créer une nouvelle dynamique.



198 jours\* (60% des médecins contactés ne prennent plus de nouveaux patients)

205 jours\*



La surcharge de travail des médecins est liée, en partie du moins, à la mauvaise coordination des soins

”

## La commune de Celles échappe à la pénurie de généralistes

Consulter un médecin généraliste dans la province du Hainaut, un casse-tête ? En 2019, selon l'Aviq (Agence pour une Vie de Qualité) 143 communes étaient en pénurie de médecins dont 47 dans un état critique. Les plus mauvaises élèves ? Les communes du Hainaut. Pourtant, en 2022, la pénurie semble échapper à la commune rurale de Celles. Une gastro-entérite, cinq hameçons lancés et trois prises « sur-le-champ ». Pour Carine Breda, échevine de la Santé de l'entité, cette situation est un cadeau : « Dans le passé, nous avions des craintes parce que nos médecins vieillissaient mais aujourd'hui, nous sommes gâtés parce qu'il y a eu un renouvellement de praticiens. Un renouvellement qui d'ailleurs se poursuit puisque trois jeunes vont venir s'installer dans une maison médicale. Maintenant, c'est certain, il y aura toujours un relais. » Si consulter pour un petit désagrément de la vie quotidienne ne pose pas de problème dans les villages de l'entité, on ne peut pas en dire autant pour les médecines spécifiques. Il faut prendre

sa voiture et rouler jusqu'à la ville de Tournai (à 11 kilomètres). Devoir disposer d'un moyen de transport n'est pas le seul désavantage, les délais le sont aussi. Une vue qui change ? Il faudra attendre deux à trois mois pour le privé et 2023 si vous souhaitez être soigné à l'hôpital. Coup de chance pour les problèmes dermatologiques, parmi des temps d'attente de deux à trois mois, un privé accepte de nous recevoir la semaine prochaine. Véritable chance ou prophétie ? La situation se répète pour trouver un cardiologue ainsi qu'un dentiste. Encore une fois, si se rendre dans un cabinet privé est faisable pour vous, il est possible d'être reçu rapidement. Encore faut-il disposer d'une solution pour se déplacer... CANDICE BUSSOLI

## A Habay, les généralistes ne prennent plus de nouveaux patients

A équidistance d'Arlon et de Virton, la commune d'Habay n'échappe pas à la pénurie de médecins qui touche le milieu rural. Elle fait même partie de 143 communes wallonnes en pénurie ou en pénurie grave de médecins généralistes, selon l'Agence wallonne pour une vie de qualité (Aviq). Celle-ci définit une situation de pénurie lorsque la commune compte moins de 90 médecins équivalents temps plein pour 100.000 habitants. Au bout du fil, le constat est sans appel. La quasi-totalité des médecins généralistes ne prennent plus de nouveaux patients. Les maisons médicales ne sont pas épargnées par la problématique alors qu'elles sont vues comme la clé du problème dans ces « déserts médicaux ». « Nos six médecins n'acceptent plus de patients. Nous sommes vraiment débordés. Donnez-nous un coup de fil en avril si vous ne trouvez personne d'ici là. » En revanche, si vous êtes déjà patient dans la même maison médicale, vous obtiendrez un rendez-vous dans l'après-midi. Dans la commune voisine d'Etalle, la maison médicale ne prend que des

patients résidant sur son territoire. « On est déjà suffisamment surchargés... » Pour un médecin spécialiste, il faudra parcourir une dizaine de kilomètres au moins. Là, le temps d'attente se compte plutôt en mois. Le record de l'attente se dispute entre la dermatologie (205 jours en moyenne) et l'ophtalmologie (198 jours, mais la plupart ne prennent plus de nouveaux patients). Si un cabinet privé est en mesure de fournir un rendez-vous dans les trois semaines, les hôpitaux ont des listes d'attente de plus de 200 jours. « Le planning de 2022 est plein. Il faudra appeler le 1<sup>er</sup> octobre pour avoir un rendez-vous en 2023. En cas d'urgence, votre médecin traitant doit rentrer directement en contact avec le spécialiste », nous dit-on. Cette situation de pénurie est particulièrement problématique pour les personnes âgées. Or, « le vieillissement des zones rurales est un processus engagé depuis longtemps, résultat d'un exode des jeunes, maintenant renforcé dans certaines régions par l'accueil de retraités

recherchant le calme de la campagne », examine la chargée d'analyses Marianne Mottet pour l'ASBL Femmes en milieu rural. « L'isolement peut parfois prendre des tournures plus préoccupantes quand il s'ajoute à d'autres difficultés telles que la précarité, la perte d'autonomie ou la perte de lien social. Une meilleure accessibilité à une offre de soins de proximité en zone rurale est donc capitale. » C.HN